

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22139 - 82EME ANNÉE

Une catastrophe se prépare dans l'indifférence

Application de l'APE : vers plus de chômeurs que de salariés à La Réunion



Avec plus de demandeurs d'emploi que de salariés du privé, La Réunion aborde l'entrée en vigueur de l'APE UE-pays voisins dans une situation fragile. En ouvrant les services, l'accord expose des secteurs comme l'informatique, la comptabilité, les télécommunications ou le conseil à une concurrence régionale accrue. Alors que des emplois productifs pourraient être délocalisés, l'absence de débat public et le silence des décideurs font craindre une aggravation durable du chômage.

La Réunion détient déjà un triste record : notre pays compte désormais plus de personnes inscrites à France Travail que de salariés du secteur privé.

Environ 209 000 demandeurs d'emploi pour 200 000 salariés. Ce déséquilibre traduit le résultat d'un système, le néocolonialisme qui vise à maintenir les Réunionnais dans le sous-développement et la dépendance à l'argent de la France.

Pourtant, au moment où cette situation exigerait une mobilisation générale, un nouveau bouleversement se prépare dans une indifférence presque totale : l'application de l'Accord de partenariat économique (APE) renforcé entre l'Union européenne, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

Risque de délocalisations

L'accord ne concerne plus seulement les

marchandises. Il ouvre également les services, les investissements et les marchés publics. La Commission européenne est explicite : il s'agit de faciliter la fourniture de services transfrontaliers, de garantir un traitement équitable aux investisseurs et de favoriser les investissements dans de nombreux secteurs.

Les domaines concernés sont immenses : télécommunications, informatique, ingénierie, comptabilité, services financiers, conseil aux entreprises, transport maritime, activités numériques ou encore livraison. L'accord facilite aussi la mobilité temporaire de professionnels entre les pays signataires.

Des entreprises de Maurice, de Madagascar, des Comores ou des Seychelles disposeront demain d'un cadre juridique renforcé pour proposer leurs prestations sur le marché réunionnais. Les obstacles réglementaires seront réduits, les échanges numériques facilités et les investissements encouragés.

Les jeunes condamnés au chômage ou à l'émigration

Pour les grandes entreprises européennes, cette évolution est une opportunité. Pour La Réunion, elle peut devenir un choc.

Car notre île ne se situe pas à Bruxelles. Elle est au cœur de l'océan Indien, à quelques centaines de kilomètres de pays où une jeunesse nombreuse et qualifiée travaille pour des rémunérations inférieures au RSA. Les activités de comptabilité, de développement informatique, d'assistance administrative, d'ingénierie ou de relation clientèle peuvent être réalisées à distance. Avec la généralisation du numérique, la proximité géographique et les faibles coûts de production renforcent encore cet avantage concurrentiel.

Ce sont précisément ces emplois productifs qui créent de la richesse à La Réunion. Contrairement aux emplois financés par les transferts publics, ils génèrent une activité économique durable. Leur affaiblissement entraînerait une diminution des recettes fiscales, de l'investissement privé et de l'emploi.

Que fait La Réunion ? Où est la stratégie ?

Nos voisins se préparent depuis longtemps à cette nouvelle étape de l'intégration régionale. Ils forment des ingénieurs, des comptables, des informaticiens et développent des filières exportatrices de services. Que fait La Réunion ? Où est la stratégie ? Où est la mobilisation des collectivités, des organisations patronales, des syndicats, des chambres consulaires et des parlementaires ?

Le plus inquiétant est ce silence. Alors que l'APE pourrait transformer profondément l'économie réunionnaise, aucun véritable débat public n'est organisé. Comme si l'avenir de milliers d'emplois ne méritait ni information ni discussion.

Nouveau seuil dans le sous-développement

Pourtant, il est encore temps d'agir. L'accord n'est pas encore définitivement appliqué. Il reste possible de défendre la reconnaissance des spécificités de La Réunion et d'obtenir des protections comparables à celles dont bénéficient les pays voisins pour leurs secteurs stratégiques.

Faute d'une mobilisation rapide, La Réunion risque de franchir un nouveau seuil dans le sous-développement : devenir un pays où le nombre de chômeurs dépasse durablement celui des salariés créateurs de richesses. Cette perspective devrait être au cœur du débat politique. Aujourd'hui, elle est presque passée sous silence sauf par « Témoignages ».

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Traité liant l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie

L'accord de La Mecque : vers un « OTAN du Moyen-Orient » sans les États-Unis

L'accord de défense signé à La Mecque par l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie apparaît comme l'une des principales conséquences géopolitiques de l'échec de la guerre lancée par Donald Trump et Benyamin Netanyahu contre l'Iran. Malgré la présence de nombreuses bases militaires américaines dans le Golfe et de dizaines de milliers de soldats des États-Unis, Washington n'a pas empêché les frappes iraniennes contre le territoire saoudien. Pour l'Arabie saoudite, cet épisode a mis fin à l'illusion du parapluie américain.

Le traité, baptisé « Accord de défense conjoint de La Mecque », stipule qu'une attaque armée contre l'un des trois signataires sera considérée comme une attaque contre les deux autres. Ce principe rappelle celui de l'OTAN, mais avec une différence majeure : cette alliance est bâtie sans les États-Unis.

Le fait le plus marquant est que les trois signataires sont pourtant des partenaires traditionnels de Washington. L'Arabie saoudite est depuis des décennies l'un des principaux alliés américains dans le Golfe. La Turquie est membre de l'OTAN depuis 1952 et dispose d'une position stratégique entre l'Europe, la mer Noire et le Moyen-Orient. Quant au Pakistan, il entretient une longue coopération militaire avec les États-Unis, même si celle-ci a connu des périodes de tensions. Que ces trois États choisissent aujourd'hui de renforcer leur sécurité collective en dehors du cadre américain illustre une profonde évolution des rapports de force régionaux.

L'Arabie saoudite se tourne vers une puissance nucléaire sunnite et se détourne de Washington

Le Pakistan apporte à cette alliance un atout stratégique majeur : il est, avec Israël, l'un des deux seuls États de la région à disposer de l'arme nucléaire. Il est le seul pays musulman dans ce cas, d'obédience sunnite comme l'Arabie saoudite tandis que l'Iran est chiite. Son armée expérimentée complète les capacités de l'industrie de défense turque, devenue une référence dans les drones et les missiles, tandis que l'Arabie saoudite apporte sa puissance financière. Les négociations ont duré près d'un an, mais la guerre contre l'Iran a accéléré leur aboutissement.

Les bombardements subis par l'Arabie saoudite ont montré que les garanties de sécurité américaines ne suffisaient plus à protéger ceux qui accueillent des bases militaires US. Riyad cherche désormais à diversifier ses partenariats stratégiques pour sauver ses installations pétrolières.

Au-delà de la coopération militaire, l'accord ouvre la voie à un renforcement des liens industriels, technologiques et économiques entre les trois pays. S'il venait à être élargi à d'autres États musulmans, il pourrait constituer le noyau d'une nouvelle architecture de sécurité régionale, un véritable « OTAN du Moyen-Orient » né du déclin des États-Unis dans la région.

Vers l'expulsion des militaires US du Moyen-Orient

Cet accord traduit surtout une remise en cause du dispositif militaire américain au Moyen-Orient. Si cette alliance régionale se consolide et s'élargit, elle pourrait accélérer le désengagement des États-Unis et soutenir les demandes de fermeture, des bases militaires américaines installées dans plusieurs pays de la région. Dans ce scénario, Israël apparaîtrait comme le dernier, prêt à accueillir durablement une présence militaire américaine. L'accord de La Mecque dépasse ainsi le simple cadre d'un traité de défense : il pourrait marquer le début d'un basculement historique de l'équilibre géopolitique au Moyen-Orient, où les puissances régionales cherchent à se débarrasser de la présence militaire de Washington au Moyen-Orient.

M.M.

Oté

Néna ankor d'lo sou l'pon pou fini avèk la kolonizassion

Dopi bann zané soissant néna dann lo mond in gran mouvman d'dékolonizassion. La plipar bann péi la vni koloni momandoné la kass zot shène épi la vni indépandan

Konm zot i koné in pé la fé la guèr pou sa, d'ote la négossyé épi la gingn zot dékolonizassion. Lété si tèlman sèryé ké l'ONU la mète anlèr in droi internassyonal la dékolonizassion. Mé si an gro sé kékshoz la marshé i rèss kant mèm déssèrtin péi i réklam ankor zot dékolonizassion.

Souvan, dann témoignages ni parl bannzil chagos : in bannzil l'osséan indien lété sou ladmiistrassion lil maurice é lé pankor dékolonizé san pour san ziska zordi mèm si néna in lakor rant la GB épi la républik maurice mé bann léktèr nout zoinal témoignages i koné bien sa épi i suiv l'afèr pa-za-pa ;

Ni koné galman bann zil z'épars dann kanal mozambique ; Sa i apartien normalman Madagaskar mé Ziska zordi La franss i blok sète afèr-la konm i blok Mayotte. San obliyé La palèstine avèk tout bann krime i komète laba é sa ossi bann léktèr témoignafges i suiv sa.

Néna dé troi somenn dann la mèr méditerrané l'ariv in gro problèm rant Maroc épi l'Espagn pou dêvil, inn i apèl Ceuta, épi l'ot Mellila.

Mi arète tèrla mé néna kant mèm in bonpé mpéi léapré rodee zot lintégrité lo l 'anssien puissans kolonyal i rofiz roko nète.

Biensir shak foi la sityassion lé konpliké avèk bann problèm la migrassion ilégal, néna galman bann problèm la drog é sré pa étonan si in zour ; la guèr i pète ankor rant déssèrtin péi.ni koné oussasa lé ruiskab arivé mé kan ni koné pa..... Si ni azoute an pliss bann péi néna zot rovandikassion térytoryal ni konpran bien la pé san pour san lé ankor lwin pou arivé ;

A bon antandèr salu !

Justin